

Les économies émergentes continueront de tirer les marchés agricoles au cours de la prochaine décennie, mais il faut s'attendre à des changements à l'échelle régionale

2 juillet 2024

Paris/Rome – Les économies émergentes exercent une influence de plus en plus déterminante sur l'évolution des marchés agricoles mondiaux depuis une vingtaine d'années et devraient continuer de même au cours de la prochaine décennie, nonobstant les rééquilibres régionaux dictés par la démographie et par l'accès à la prospérité, d'après un nouveau rapport publié aujourd'hui par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

[Les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO](#) sont la référence mondiale en matière de projections à moyen terme des marchés de produits agricoles, et l'édition de cette année, qui porte sur la période 2024-33, est la 20^e de cette publication conjointe. Depuis deux décennies, l'OCDE et la FAO analysent à travers celle-ci les tendances démographiques et économiques qui sous-tendent l'offre et la demande de produits agricoles, annoncent les modifications de la répartition géographique de la production et de la consommation, et étudient les répercussions à en attendre sur la structure des échanges internationaux.

L'un des changements notables attendus au cours de la prochaine décennie sera la montée en puissance de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique subsaharienne et le recul de la Chine. Cette dernière, qui comptait pour 28 % de la croissance de la consommation mondiale de produits agricoles, halieutiques et aquacoles durant la décennie passée, ne devrait plus en assurer que 11 % durant la prochaine, en raison non seulement de la contraction de sa population et du ralentissement de la progression des revenus, mais aussi de la stabilisation des habitudes alimentaires.

L'Inde et les pays d'Asie du Sud-Est devraient contribuer à hauteur de 31 % à l'accroissement de la consommation mondiale d'ici 2033, sous l'effet de l'augmentation de la population urbaine et de l'élévation du niveau de vie. Parmi les régions où les pays à faible revenu prédominent, l'Afrique subsaharienne devrait avoir une part notable à ce même accroissement (18 %), ce qui s'expliquera principalement par une hausse de la demande de nourriture induite par l'expansion démographique.

D'après les projections, la consommation totale de produits agricoles, aquacoles et piscicoles (alimentation humaine et animale, biocarburants et autres matières premières industrielles) progressera de 1.1 % par an au cours de la prochaine décennie, et la quasi-totalité de cette progression viendra de pays à revenu faible ou intermédiaire. L'apport calorique est en effet attendu en hausse de 7 % dans les pays à revenu intermédiaire, essentiellement grâce à la consommation d'aliments de base, de produits de l'élevage et de graisses en plus grande quantité. Dans les pays à revenu faible, il gagnera 4 %, ce qui est trop peu pour espérer éradiquer la faim dans le monde d'ici 2030 comme le voudraient les Objectifs de développement durable.

« Les *Perspectives* sont une précieuse référence au service de la planification stratégique, car elles fournissent une base factuelle et des données solides permettant d'établir des projections quant à l'évolution qui sera celle des marchés de produits agricoles à moyen terme. La décennie à venir devrait voir augmenter le volume des échanges internationaux entre régions exportatrices nettes et régions importatrices nettes de produits agricoles, avec toutefois des changements, à cette même échelle régionale, résultant de la hausse de la consommation globale en Inde et dans les pays d'Asie du Sud-Est », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Mathias Cormann. « Le bon fonctionnement des marchés agricoles, la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, et l'introduction de

formes de production plus productives et moins polluantes vont demeurer indispensables pour garantir la sécurité alimentaire mondiale et assurer aux populations rurales la possibilité d'améliorer leurs moyens de subsistance grâce à leur participation aux chaînes de valeur agroalimentaires mondiales. »

« Les *Perspectives* confirment qu'il faut appliquer des stratégies propres à combler les écarts de productivité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, de manière à accroître la production intérieure et le revenu des exploitants agricoles », a déclaré le Directeur général de la FAO QU Dongyu.

L'accroissement des productions végétales tiendra sans doute bien davantage aux gains de productivité des surfaces cultivées qu'à une extension de ces mêmes surfaces, ce qui aura pour conséquence de faire diminuer l'intensité d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'agriculture. Il en va de même avec les productions animales, halieutiques et aquacoles, dont la progression résultera, elle aussi, en grande partie, des gains de productivité, même si l'expansion des troupeaux y aura également sa part. On estime donc que les émissions directes d'origine agricole progresseront de 5 % au cours de la période de projection.

Malgré les avancées attendues, dans les pays les moins productifs d'Afrique et d'Asie notamment, de nets écarts devraient subsister sur le plan de la productivité, qui fragiliseront les revenus agricoles et la sécurité alimentaire et rendront ces pays plus dépendants vis-à-vis des importations. Les écarts technologiques, la faible utilisation d'intrants et les conditions climatiques naturelles sont quelques-uns des grands facteurs qui déterminent les disparités au regard de la productivité agricole.

Le bon fonctionnement des marchés internationaux des produits agricoles demeurera essentiel à la sécurité alimentaire, dans la mesure où 20 % des calories font l'objet d'un échange commercial et où les populations rurales peuvent améliorer leurs moyens de subsistance par leur participation à ces marchés et aux chaînes de valeur agroalimentaires mondiales.

Les sous-jacents de la flambée des prix agricoles internationaux observée en 2022 allant faiblissant, les cours de référence réels des principaux produits devraient retrouver leur tendance légèrement baissière sur les dix prochaines années, même si, soulignent les auteurs, cette baisse ne se répercutera pas nécessairement sur les prix de détail à l'échelon local.

Les *Perspectives* de cette année comprennent un scénario simulant les effets d'une réduction de moitié, à l'horizon 2030, des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et des gaspillages au niveau de la distribution et des consommateurs. Ce scénario laisse entrevoir la possibilité d'une diminution de 4 % des émissions mondiales de GES de l'agriculture, qui se répartirait de manière relativement homogène entre les pays indépendamment de leur niveau de revenu. Il permet d'escompter en outre une baisse des prix se traduisant par une augmentation de la ration alimentaire dans les pays à faible revenu (+ 10 %) et dans les pays à revenu intermédiaire (+ 6 %), avec pour conséquence de faire échapper 153 millions d'individus à la sous-alimentation (- 26 %) d'ici 2030. En plus de donner à voir quels avantages seraient susceptibles de se matérialiser pour les consommateurs et pour l'environnement, ce scénario révèle également les difficultés auxquelles les producteurs pourraient se trouver confrontés, puisque la diminution des prix et de la production affecterait sensiblement leurs moyens de subsistance.

Comme à chaque édition, les *Perspectives* présentent des projections à dix ans pour les céréales, les oléagineux, les huiles végétales, le sucre, la viande, les produits halieutiques et aquacoles, les produits laitiers, ainsi que pour le coton, les racines et tubercules, les légumineuses, les bananes et autres fruits tropicaux et les biocarburants. Les projections relatives au marché servent de base aux

indicateurs sur la nutrition et les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole. Les principaux éléments qui ressortent des chapitres consacrés à chaque produit sont les suivants :

- L'alimentation humaine devrait continuer de représenter la majeure partie de la demande de céréales, suivie de près par l'alimentation animale. En 2033, 41 % de l'ensemble des céréales seront directement consommées par les humains, 36 % serviront à l'alimentation animale, tandis que le reste sera transformé en biocarburants ou autres produits industriels.
- Le rendement des cultures d'oléagineux devrait continuer de poser problème du fait de sa progression marginale, ou même négative, chez les principaux producteurs, et en particulier en Malaisie, dans le cas de l'huile de palme, et dans l'Union européenne et au Canada, dans le cas du colza.
- La volaille va capter l'essentiel de la croissance du secteur de la viande, en raison, d'une part, de son coût relativement abordable et, d'autre part, des vertus qu'on lui prête sur le plan nutritionnel. Elle représentera, d'après les projections, quelque 43 % de la consommation totale de protéines carnées d'ici 2033.
- La production mondiale de lait devrait progresser de 1.6 % par an ces dix prochaines années, soit un rythme supérieur à la plupart des autres grands produits agricoles. Cette croissance interviendra en majeure partie en Inde et au Pakistan.
- Plus de 85 % de la croissance attendue de la production halieutique et aquacole sera fournie par l'aquaculture, qui portera ainsi sa part à 55 % de la production mondiale du secteur d'ici 2033.

Les informations et les données contenues dans les *Perspectives*, y compris les principales conclusions, seront librement accessibles à l'adresse www.agri-outlook.org/fr/. Nous vous invitons à indiquer cet hyperlien dans vos articles sur la publication.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter [Lawrence Speer](#) de la [Division des médias de l'OCDE](#), ou [Sean Sampson](#) de FAO Actualités et médias.
